

Séance du 27 novembre 2025

Service de l'Urbanisme

Objet : Renouvellement du Règlement-Taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique – Modifications de texte et de taux

Le Conseil,
Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale.

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5% sur base annuelle.

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office, tout en tenant compte de la récurrence avec laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;

Vu la situation financière de la commune;

Décide :

de modifier au 1er janvier 2026 le Règlement-Taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique.

REGLEMENT

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

article 1 :

Il est établi, au profit de la commune, **à partir du 1er janvier 2026 et pour un terme expirant le 31 décembre 2028**, une taxe annuelle sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique.

II. DEFINITIONS

article 2 :

Par supports de publicité, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de la voie publique, visible de celle-ci et destinée à recevoir la publicité par collage, agrafage, peinture ou tout autre moyen, y compris les murs ou parties de murs et les clôtures louées ou employées dans le but de recevoir de la publicité, ainsi que les supports porteurs d'affiches lumineuses ou non ou par projection lumineuse.

Par supports de publicité numérique, on entend tout support de publicité luminescent ou lumineux quelque soit le procédé utilisé (LED, LCD, OLED, PLASMA, ...) permettant le défilement d'images et de messages publicitaires.

En ce qui concerne les murs ou parties de mur sur lesquels les publicités sont apposées, la surface totale

couverte doit être considérée comme un seul support, même si plusieurs publicités s'y trouvent.

III. TAUX DE LA TAXE

article 3 :

§1. La taxe annuelle est calculée par mètre carré de surface utile. Par surface utile, il y a lieu de comprendre la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage à l'exclusion de l'encadrement.

§2. La taxe est fixée à **512 €** par mètre carré ou fraction de mètre carré de surface utile.

Toute fraction de mètre carré est arrondie au mètre carré supérieur.

La surface imposable du support est calculée comme suit :

- s'il présente une seule face : en fonction des dimensions du support d'affichage;
- s'il présente plusieurs faces : en fonction de la surface totale de toutes les faces visibles;
- s'il permet le défilement de publicités successives, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces de publicité successivement visibles.

§3. Par dérogation au §2, pour les supports de publicité numérique, la taxe est fixée à **1107 €** par mètre carré ou fraction de mètre carré de surface utile.

Toute fraction de mètre carré est arrondie au mètre carré supérieur.

La surface imposable du support est calculée comme suit :

- s'il présente une seule face : en fonction des dimensions du support d'affichage;
- s'il présente plusieurs faces : en fonction de la surface totale de toutes les faces visibles;

§4. La taxe est due pour l'année entière pour chaque exercice, à compter du 1er janvier, quelle que soit la date de l'installation du support. Toutefois, pour les dispositifs essentiellement liés à un chantier, tels que ceux visés au Titre VI, Chapitre III, Section 1, articles 13 à 15 du Règlement Régional d'Urbanisme du 21/11/2006 (publicités sur clôtures de chantier, publicité sur bâche de chantier, vinyles publicitaires ou assimilés), le redevable peut solliciter le calcul de la taxe au prorata du nombre de mois d'installation effective du dispositif au cours de l'année. Tout mois calendrier entamé compte en entier.

article 4 :

Le montant sera augmenté au 1er janvier de chaque année de 5%. Le résultat sera arrondi à l'euro supérieur, conformément au tableau ci-contre :

Montant en €	2027	2028
512	538	565
1107	1163	1222

IV. REDEVABLE

article 5 :

Est redevable de la taxe, la personne physique ou morale qui dispose du droit d'utiliser le support.

article 6 :

Le Bourgmestre peut refuser l'affichage de tout placard qu'il jugerait attentatoire aux bonnes mœurs, à l'ordre et à la tranquillité publique Si par suite d'une injonction de l'autorité ou par l'effet de quelque force majeure, le support est réduit ou supprimé, le redevable ne peut, de ce chef, prétendre à aucun remboursement de la taxe ou fraction de celle-ci pour la période de l'année restant à courir.

V. EXONERATIONS

article 7 :

Sont exemptés de la présente taxe :

- 1) les supports installés en un lieu donné qui font connaître l'activité, le commerce ou l'industrie qui s'y exploite;
- 2) les supports utilisés pour leur compte personnel par une personne, morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique;

- 3) les supports placés occasionnellement lors de fêtes locales;
- 4) les supports affectés exclusivement à une œuvre ou un organisme sans but lucratif ayant un caractère philanthropique, artistique, littéraire, scientifique, sportif, électoral ou d'utilité publique.

VI. DECLARATION

article 8 :

Le recensement des éléments imposables est organisé par l'administration. A cet effet, elle fait parvenir au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé, dans un délai d'un mois à dater de l'envoi du formulaire de déclaration.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation. La révocation doit être faite dans le mois qui suit le changement de situation.

article 9 :

Le redevable qui n'a pas reçu le formulaire de déclaration est tenu d'en réclamer un avant le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné.

Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

article 10 :

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration tardive, incorrecte, incomplète, illisible ou imprécise de la part du redevable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de la majoration est enrôlé simultanément et conjointement à la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

VII. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

article 11 :

La taxe est recouvrée par voie de rôle.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

article 12 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

article 13 :

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale, sont applicables .

article 14 :

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des

Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

VIII ABROGATION

article 15 :

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026, le règlement-taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022.

Ainsi fait et délibéré en séance publique.

Par ordonnance :
La Secrétaire communale,
(s) Laurence Vainsel.

Le Président,
(s) Boris Dilliès.

Pour extrait conforme :

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Le Collège,

Laurence Vainsel.

Boris Dilliès.